fut accepté. En voyant les soldats espagnols, Cespedes saisit son révolver, décharges sur eux ses six coups et tombe percé de balles. Le corps du vaillant patriote cubain fut transporté à Santiago-de-Cuba et brûlé le 1er mars.

CESSENON, jolie petite ville de France (Hérault), cant. et à 8 kilom. de Saint-Chinian, arrond. et à 35 kilom. de Saint-Pons, dans un site délicieux, sur la rive gauche de l'Orbe; pop. aggl., 1,515 hab. — pop. tot., 2,136 hab. « Parmi les peuples anciens qui habitaient le territoire de la province du Languedoc, dit M. Fisquet, Pline cite mal à propos les *Cenicenses* qui étaient à Ville-Vieille (Gard) ou bien vers le mont Cenis, dans les Alpes Cottiennes, et c'est sur cette fausse citation que certains auteurs ont voulu donner à Cessenon une origine antique. Cessenon était, au xe siècle, une châtellenie que Garcinde, veuve de Raymond Pons, comte de Toulouse, donna en 975 à l'abbaye de Saint-Pons-de-Tomières en la personne de Hugues, son abbé. Nous voyons Henri de Transtamare vendre, en 1367, Cessenon au roi de France Charles V, et Louis XI le donner en 1466 à Pons de Clermont, qu'il avait investi de la lieutenance du Languedoc. Charles VIII le réunit, en 1483, à la couronne. Cessenon tomba, en janvier 1577, au pouvoir des protestants, à qui le maréchal de Damville l'enleva au mois de mai suivant. Les ligueurs, commandés par le duc de Joyeuse, le prirent le 18 avril 1586, et, la même année, le duc de Montmorency vint inutilement l'assiéger avec des troupes nombreuses; enfin, les royalistes s'en emparèrent en 1591. »

* **CESSON**, bourg de France (Ille-et-Vilaine), cant., arrond. et à 6 kilom. de Rennes; pop. aggl., 374 hab. — pop. tot., 2,418 hab.

CESTIANUS, fils d'Hélénus et d'Andromaque. Après la mort de son père, roi d'Épire, dont le trône échut à Molossus, fils de Pyrrhus, il s'établit dans une contrée voisine, la Cammanide, qui fut appelée de son nom Cestrinide.

* **CÉTÈNE** s. m. — **Encycl.** Chim. Le *cétène* ($C^{16}H^{32}$) se prépare soit en distillant rapidement la cétine et en traitant ce produit par la potasse, qui dissout les acides gras et isole le *cétène*, soit en distillant plusieurs fois de suite l'éthal sur l'acide phosphorique anhydre.

Ce composé se présente sous forme d'un liquide huileux, incolore, sans saveur. Il est insoluble dans l'eau, mais se dissout très-facilement dans l'alcool et dans l'éther. Mis au contact avec un corps en ignition, il prend feu et brûle avec une flamme blanche. Chauffé à 275°, il distille sans se décomposer. Sa densité, à l'état liquide, est de 0,7893 à + 15°; à l'état de vapeur, elle est de 8,007 par rapport à l'air.

Quand on mélange à froid le *cétène* avec de l'acide bromhydrique ou chlorhydrique, on obtient, au bout de quelques heures, un produit peu stable et qui ne peut distiller sans se décomposer. La combinaison marche moins lentement si la réaction a lieu à chaud. Traité par l'acide hypochlorex impur, c'est-à-dire contenant encore quelques traces de l'oxychlorure de mercure qui a servi à préparer ce dernier sel, le *cétène* se transforme en chlorhydrine du glycol cétinique. Pour obtenir ce produit à l'état de pureté, il suffit d'agiter avec de l'éther, qui enlève la chlorhydrine et aussi un peu de *cétène* et de chlorure de mercure. On évapore, puis on agite le produit huileux avec du chlorure ammonique, qui enlève le mercure. Enfin, on porte le résidu à 250° en chauffant à l'abri de l'air dans un courant d'acide carbonique et on obtient une huile très-fixe, qui résiste sans se congeler à une température de — 15° et distille vers 300° sans subir la moindre altération. Si on traite cette huile par la potasse, elle lui enlève HCl, et il se dépose une matière solide, cristallisable en petites aiguilles, que M. Wurtz regarde comme étant de l'oxyde de *cétène* ($C^{16}H^{30}O$).

Le brome et le chlore donnent avec le *cétène* des composés encore mal définis.

CÉTÉNYLE s. m. (sé-té-ni-le). Syn. de CÉTÈNE.

CETEUS, un des fils de Lycaon et père de Mégisto. Il fut placé, ainsi que sa fille, dans le ciel, où il figure sous le nom d'Engonasus (gr. ἐν γόνασι, qui est agenouillé), dans l'attitude d'un homme suppliant les dieux de lui rendre sa fille.

CETHEGUS, capitaine rutule, tué par Énée. (*Enéide.*)

CÉTO, fille de Pontus et de Gæa. Elle eut de son frère Phorcus ou Phorcys les Gorgones.

CÉTOL s. m. (sé-tol). Chim. Syn. de ÉTHAL.

* **CÉTON**, bourg de France (Orne), cant. et à 7 kilom. du Theil, arrond. et à 37 kilom. S.-E. de Mortagne, sur un affluent de l'Hoëne; pop. aggl., 1,060 hab. — pop. tot., 3,274 hab.

CÉTOSAURIENS s. m. pl. (sé-to-sô-riain — du gr. *kêtos*, baleine, et de *saurien*). Erpét. Famille de reptiles sauriens.

CÉTRARIQUE adj. (sé-tra-ri-ke). Chim. Se dit d'un acide qui s'extrait du lichen d'Islande.

— **Encycl.** L'acide *cétrarique* se rencontre avec l'acide lichenstéarique dans le lichen d'Islande. Pour extraire ces deux acides, on met le lichen dans de l'alcool additionné de 15 grammes de carbonate de potasse par kilogramme de liquide; on porte le tout à l'ébullition et l'on maintient en cet état pendant vingt minutes environ. On filtre, puis on traite le liquide par l'acide chlorhydrique très-étendu, et il ne tarde point à se former un précipité qui contient les acides *cétrarique* et lichenstéarique souillés d'une substance verte. Pour retirer de ce précipité l'acide *cétrarique*, il suffit de l'épuiser par huit ou dix fois son poids d'alcool étendu d'eau et bouillant, l'alcool aqueux dissolvant l'acide lichenstéarique sans dissoudre ni l'acide *cétrarique* ni la matière verte. Pour isoler l'acide cherché de cette substance, on traite le résidu par un mélange d'éther et d'huile essentielle, qui l'enlève au bout de quelques lavages. On reprend l'acide *cétrarique* par l'alcool à 90° centésimaux et bouillant, d'où il se dépose par refroidissement en longues aiguilles qu'on peut purifier encore en reprenant le tout par le noir animal, en ajoutant de la potasse et enfin en décomposant par l'acide chlorhydrique le cétrarate formé.

En l'état de pureté parfaite, l'acide *cétrarique* cristallise en aiguilles très-fines, longues, déliées et d'une grande blancheur. Il possède une saveur très-amère, se dissout très-facilement dans l'alcool concentré et bouillant, mais est à peu près insoluble dans l'eau ou l'éther. Ces cristaux ne renferment point d'eau de cristallisation.

Traité par l'acide sulfurique, l'acide *cétrarique* prend une teinte jaune qui ne tarde point à virer au rouge, puis il se forme une masse pâteuse qui finit par se dissoudre dans l'acide, d'où une certaine quantité d'eau précipite une matière ulmique particulière.

L'acide azotique oxyde l'acide *cétrarique*, qui se transforme en acide oxalique et laisse une résine non encore étudiée.

L'acide chlorhydrique dissout quelque peu l'acide *cétrarique*, et la partie qui échappe à son action dissolvante se colore en bleu. L'addition à la liqueur de quelques gouttes d'acide sulfurique fait passer au rouge la teinte bleue, qu'on ramène en ajoutant quelques gouttes d'eau. Le composé bleu qui se forme sous l'action de l'acide chlorhydrique se dissout facilement dans un mélange de protochlorure et de perchlorure d'étain. La solution fournit, par les alcalis, une très-belle laque bleue.

L'acide *cétrarique* déplace l'anhydride carbonique de ses combinaisons alcalines et donne des cétrarates doués d'une saveur très-amère. Ces sels sont jaunes et solubles dans l'eau et dans l'alcool. Les acides énergiques les décomposent et régénèrent l'acide *cétrarique*. Cet acide donne également des sels acides et des sels neutres. Ces derniers sont peu fixes et se décomposent au contact de l'air. Le chlore et le brome n'agissent point sur l'acide *cétrarique*.

* **CETTE**, ville de France (Hérault), ch.-l. de cant., arrond. et à 35 kilom. S.-O. de Montpellier, à l'embouchure du canal du Midi dans la Méditerranée; pop. aggl., 24,103 hab. — pop. tot., 25,326 hab. Salaison de poisson, sécheries de morue, grande fabrication de tonneaux. Entrepôt de douane et de sel. Grand commerce de vins et d'eau-de-vie, de charbons, de minerais et de soufre. Bains de mer et de sable très-fréquentés depuis le 1er juin jusqu'à la fin de septembre.

— *Histoire.* « Cette, dit M. Ad. Joanne, doit son nom à son promontoire, que les Phocéens de Marseille désignaient sous le nom de Σίγειον ἄκρον. L'an 115 av. J.-C., les Romains établirent dans la partie N. de la presqu'île de Cette une colonie qui n'acquit jamais une grande importance. Pendant tout le moyen âge, Cette ne fut qu'un fief dépendant habituellement de quelque monastère, possédé un instant, au XVIe siècle, par le fils du connétable de Montmorency, et qui revint bientôt, on ne sait comment, aux évêques d'Agde; ceux-ci le gardèrent jusqu'en 1791. Henri IV avait pensé à établir sur cette côte un port de refuge pour les navires exposés aux tempêtes de la Méditerranée. Cette tentative échoua; mais Riquet, ayant choisi ce point pour mettre le canal du Midi en communication avec la mer, posa la première pierre du port en 1666 et fit commencer les deux jetées qui existent encore. Le port créé, la ville se fonda. En 1710, dans la nuit du 24 au 25 juillet, les Anglais s'emparèrent par surprise du port, des forts et de la ville; mais le maréchal de Noailles les leur reprit cinq jours après. En 1809, l'amiral Baudin, poursuivi par une escadre anglaise supérieure en nombre, se réfugia dans le port de Cette, en pendant un navire. A part ces événements, l'histoire de Cette a toujours été purement commerciale. » On visite aux environs la montagne de Cette, isolée, pour ainsi dire, au milieu des eaux. On y jouit de beaux points de vue sur la Méditerranée, l'étang de Thau et l'étang de Vic. A 4 kilom. au N., se trouvent les bains de Balaruc.

* **CETTIGNE**, capitale du Montenegro. — On a beaucoup parlé de Cettigne depuis le dernier soulèvement de la Serbie et du Montenegro contre les Turcs (1875-1876). C'est une bourgade qui compte aujourd'hui, comme sous le gouvernement de ses princes-évêques, 3,000 à 4,000 habitants. Le prince Nitika, neveu de Danila, le chef qui secoua le joug des anciens propriétaires de cette principauté, a fait construire dans Cettigne, qui n'était autrefois qu'un amas confus de baraques et de tentes, quelques maisons de pierre qui semblent au premier abord n'être que des maisons de fermiers à l'aise. On compte à Cettigne une douzaine de bâtisses de ce genre; les autres habitations sont en bois et couvertes de toits de chaume. Cettigne est située au milieu de l'unique vallée du Montenegro. Elle est protégée par des montagnes inaccessibles qui la défendent contre toute invasion, mais lui enlèvent tout espoir d'agrandissement en lui fermant, pour ainsi dire, toute relation avec l'extérieur. En face du palais du prince, la plus belle maison de la ville, se trouve l'habitation de Georges Petrovich, président du Sénat (1876). Entre ces deux maisons s'élève une place au milieu de laquelle s'élève l'arbre de justice sous lequel le prince siége pour trancher les différends qui s'élèvent entre ses sujets.

CÉTUS, monstre marin, qui fut envoyé par Neptune pour ravager les terres de Céphée et qui fut tué par Persée. Il nomme monstre marin envoyé par Neptune contre Laomédon. Il fut tué par Hercule.

CEUTHONYMUS, père de Méténius, le gardien des troupeaux de Pluton dans les enfers, que Proserpine sauva des mains d'Hercule.

* **CEYLAN**, île de la mer des Indes, capitale Colombo; pop., 2,276,000. — Cette île, d'une si grande importance par sa position, par ses beaux ports, forme un gouvernement séparé dépendant directement de l'Angleterre. Les principales productions de Ceylan sont : le café, l'huile de coco, la cannelle, le thé, le quinquina et les huiles de citronnelle, la plombagine, les perles, les rubis et les saphirs.

* **CEYRAS** (Henri-Auguste), homme politique français. — Il est mort au mois de février 1877.

CÉYX, fils d'Hespérus et époux d'Alcyone. V. ce dernier mot, au tome Ier du *Grand Dictionnaire*. Il Roi de Trachine, en Thessalie, ami d'Hercule et père d'Hippasus et d'Hylas.

* **CEYZÉRIAT**, bourg de France (Ain), ch.-l. de cant., arrond. et à 8 kilom. S.-E. de Bourg, sur la rive droite de la Vallières; pop. aggl., 668 hab. — pop. tot., 1,068 hab.

CÉZANNE (Louis-Joseph-Ernest), ingénieur et homme politique français, né à Brignon (Hautes-Alpes) en 1830, mort en 1876. A dix-neuf ans, il entra à l'École polytechnique, d'où il sortit, en 1851, élève ingénieur. Après avoir suivi les cours de l'École des ponts et chaussées, M. Cézanne fut nommé ingénieur. En 1854, la Société autrichienne des chemins de fer l'attacha à son service. Pendant trois ans, il construisit en Autriche un grand nombre de ponts, notamment le beau viaduc de Kaisersteinbruch à part des ponts métalliques, mais aussi une brochure sur le *Câble transatlantique* (1858, in-18), il fut chargé de travaux importants et chef dans la Société des chemins de fer russes. Parmi les travaux qu'il fit exécuter en Russie, on cite le tunnel de Kowno. En 1862, il revint en France et il fut nommé chef de l'exploitation du chemin de fer du Midi. Depuis peu de temps M. Cézanne était devenu directeur des chemins de fer ottomans, lorsqu'il apprit la déclaration de guerre à la Prusse (1870). Aussitôt il donna sa démission et revint à Paris, d'où il sortit en ballon, le 3 novembre, par ordre du général Trochu d'une mission auprès de la délégation de Tours. Lors des élections complémentaires du 2 juillet 1871, il fut élu par 14,213 voix député des Hautes-Alpes à l'Assemblée nationale. Dans sa profession de foi, il s'était prononcé en faveur de la République, qui représentait, dit-il, la conciliation, l'union, la paix et l'économie. Il alla siéger au centre gauche, vota la proposition Rivet, fut nommé rapporteur de la proposition Ravinel, se prononça contre le retour de l'Assemblée à Paris, contre le maintien des traités de commerce, pour la proposition Feray, et vota tantôt avec la droite, tantôt avec la gauche, cherchant, disait-il, à sauvegarder tout à tour l'ordre et la liberté. En général, M. Cézanne appuya les mesures de M. Thiers, pour lequel il vota le 24 mai 1873. Sous le gouvernement de combat, il flotta entre le groupe Casimir Périer et le centre droit, sacrifiant le plus souvent la liberté à ce qu'on appelait alors l'ordre moral, et ce qui n'était en réalité que la plus aveugle et la plus ardente des réactions; toutefois, il continua à se déclarer partisan de la République conservatrice. Quelques jours après la chute de M. Thiers, il écrivait : « La République, quoique blessée, n'est pas en danger. Les monarchistes n'ont pu s'entendre pour renverser la république, et ils sont, aujourd'hui comme hier, impuissants à fonder la monarchie. La République reste le gouvernement du peuple, le seul qui puisse s'établir et vivre sur tant de ruines. » Lorsque les intrigues des monarchistes prirent un caractère menaçant et qu'on annonça comme étant sur le point de s'accomplir la restauration de la monarchie de droit divin, M. Cézanne écrivit une brochure, intitulée : *Histoire de l'Égypte* (1868, in-4°); *Histoire de l'Égypte* (1868, in-4°); *Études sur l'antiquité historique, d'après les sources égyptiennes et les textes cunéiformes* (1872, in-8°); *Études sur l'antiquité historique, d'après les sources égyptiennes et les monuments réputés préhistoriques* (1873, in-8°), avec figures; *Recherches pour servir à l'histoire de la* XIXe *dynastie* (1873, in-4°); les *Sièges de Volpy* (1874, in-8°); *Sur l'usage des bâtons de main chez les Hébreux et dans l'antiquité dans la première magistrature du pays*; j'ai encore une réponse très-pressante pour votor ainsi : je l'ai promis à mes électeurs; ils n'ont pas changé d'avis, et je resterai fidèle à ma parole. » Le 19 novembre suivant, il s'abstint de voter sur le septennat. M. Cézanne, placé sur les confins des deux centres, continua, sous le septennat, son rôle de républicain conservateur, mais si flottant, si indécis, qu'il vota, le 16 mai 1874, pour M. de Broglie. Après la chute de ce ministre, M. de Goulard, chargé de former un cabinet, offrit à M. Cézanne le portefeuille des travaux publics; mais celui-ci le refusa, voyant l'impossibilité d'amener la conjonction des centres et de former par là une majorité modérée. Homme pratique, connaissant fort bien les questions d'affaires, très-travailleur, M. Cézanne était devenu un des membres les plus actifs de l'Assemblée, aux discussions de laquelle il prenait une part fréquente, et il montrait une grande compétence en matière de travaux publics. Les rapports dont il fut chargé, notamment par la commission des chemins de fer, étaient des plus remarquables. Membre de la seconde commission des Trente, chargée d'élaborer les lois concernant l'organisation des pouvoirs publics, il y apporta un esprit de concession souvent, mais aussi de bon sens contre le scrutin de liste, proposa de faire élire le Sénat en partie par le suffrage universel, en partie par des catégories d'électeurs, et il eut l'idée assez malheureuse d'amener la Chambre à voter que, pour l'élection des sénateurs, chaque commune enverrait un délégué qui ferait partie du collége électoral privilégié, de sorte que, dans la balance du scrutin, une commune rurale de 400 habitants pèse autant qu'une ville d'un million d'habitants. M. Cézanne vota naturellement la constitution du 25 février 1875, dont il était un des auteurs et à laquelle il avait beaucoup travaillé, soit dans les commissions constitutionnelles, soit dans les négociations parlementaires qui avaient amené son adoption. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, il se porta candidat à la députation dans l'arrondissement d'Embrun. Dans sa circulaire aux électeurs, il insista surtout sur la nécessité de mettre sincèrement en pratique la constitution républicaine, « œuvre d'hommes désintéressés qui ont mis, dit-il, la France au-dessus de leur parti et que le patriotisme doit défendre. » Élu député sans concurrent le 20 février 1876, il alla siéger au centre gauche; mais une maladie de poitrine dont il souffrait s'aggrava, et il put à peine prendre part aux travaux de la Chambre. Il mourut à Tours le 22 juin suivant. M. Cézanne avait publié un assez grand nombre de mémoires dans les *Annales des ponts et chaussées*, il fait partie en à part des notices sur les ponts métalliques, mais aussi une brochure sur le *Câble transatlantique* (1858, in-18), il fit de fort jolies gravures et fut chef dans la Société des chemins de fer russes. Parmi les travaux qu'il fit exécuter en Russie, on cite le tunnel de Kowno. En 1862, il revint en France et il fut nommé chef de l'exploitation du chemin de fer du Midi. Depuis peu de temps M. Cézanne était devenu directeur des chemins de fer ottomans, lorsqu'il apprit la déclaration de guerre à la Prusse (1870). Aussitôt il donna sa démission et revint à Paris, d'où il sortit en ballon, le 3 novembre, par ordre du général Trochu d'une mission auprès de la délégation de Tours. Lors des élections complémentaires du 2 juillet 1871, il fut élu par 14,213 voix député des Hautes-Alpes à l'Assemblée nationale. Dans sa profession de foi, il s'était prononcé en faveur de la République, qui représentait, dit-il, la conciliation, l'union, la paix et l'économie. Il alla siéger au centre gauche, vota la proposition Rivet, fut nommé rapporteur de la proposition Ravinel, se prononça contre le retour de l'Assemblée à Paris, contre le maintien des traités de commerce, pour la proposition Feray, et vota tantôt avec la droite, tantôt avec la gauche, cherchant, disait-il, à sauvegarder tour à tour l'ordre et la liberté. En général, M. Cézanne appuya les mesures de M. Thiers, pour lequel il vota le 24 mai 1873. Sous le gouvernement de combat, il flotta entre le groupe Casimir Périer et le centre droit, sacrifiant le plus souvent la liberté à ce qu'on appelait alors l'ordre moral, et ce qui n'était en réalité que la plus aveugle et la plus ardente des réactions; toutefois, il continua à se déclarer partisan de la République conservatrice. Quelques jours après la chute de M. Thiers, il écrivait : « La République, quoique blessée, n'est pas en danger. Les monarchistes n'ont pu s'entendre pour renverser la république, et ils sont, aujourd'hui comme hier, impuissants à fonder la monarchie. La République reste le gouvernement du peuple, le seul qui puisse s'établir et vivre sur tant de ruines. » Lorsque les intrigues des monarchistes prirent un caractère menaçant et qu'on annonça comme étant sur le point de s'accomplir la restauration de la

la Concorde, à Paris (1868, in-8°); les *Pasteurs en Égypte* (1868, in-4°); *Hétéro-Égyptiaca* (1872, in-8°); *Études sur l'antiquité historique, d'après les sources égyptiennes et les textes cunéiformes* (1872, in-8°), avec figures; *Recherches pour servir à l'histoire de la* XIXe *dynastie* (1873, in-4°); les *Sièges de Volpy* (1874, in-8°); *Sur l'usage des bâtons de main chez les Hébreux et dans l'antiquité dans la première magistrature du pays*; les *Études préhistoriques et la libre pensée devant la science* (1875, in-8°); les *Fouilleurs de Soluto* (1875, in-8°), etc.

* **CHABAUD-LATOUR** (François-Ernest-Henri, baron DE), général et homme politique français. — Depuis un an, il avait été mis dans le cadre de réserve, lorsque, au commencement de la guerre de 1870, il demanda à rentrer dans le service actif. M. de Chabaud-Latour fut nommé membre du conseil de défense, puis il reçut, pendant le siége de Paris, le commandement en chef du génie de l'armée, et ce fut à lui que, en cette qualité, incomba la direction des travaux de l'enceinte des forts. Le 7 janvier 1871, il reçut le grand'croix de la Légion d'honneur. Elu, le 8 février suivant, député du Gard à l'Assemblée nationale par 60,446 voix, le général de Chabaud-Latour alla siéger à droite dans le groupe des orléanistes et il donna jusqu'en 1872 son appui à la politique de M. Thiers. Il vota pour les préliminaires de paix, l'installation de l'Assemblée à Versailles, l'abrogation des lois d'exil, le pouvoir constituant, la proposition Rivet, la pétition des chemins de fer, les lois concernant l'organisation des pouvoirs publics, il y apporta un esprit de concession souvent, mais aussi se prononça contre le scrutin de liste, proposa de faire élire le Sénat en partie par le suffrage universel, en partie par des catégories d'électeurs, et il eut l'idée assez malheureuse d'amener la Chambre à voter que, pour l'élection des sénateurs, chaque commune enverrait un délégué qui ferait partie du collége électoral privilégié, de sorte que, dans la balance du scrutin, une commune rurale de 400 habitants pèse autant qu'une ville d'un million d'habitants. M. Cézanne vota naturellement la constitution du 25 février 1875, dont il était un des auteurs et à laquelle il avait beaucoup travaillé, soit dans les commissions constitutionnelles, soit dans les négociations parlementaires qui avaient amené son adoption. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, il se porta candidat à la députation dans l'arrondissement d'Embrun. Dans sa circulaire aux électeurs, il insista surtout sur la nécessité de mettre sincèrement en pratique la constitution républicaine, « œuvre d'hommes désintéressés qui ont mis, dit-il, la France au-dessus de leur parti et que le patriotisme doit défendre. » Élu député sans concurrent le 20 février 1876, il alla siéger au centre gauche; mais une maladie de poitrine dont il souffrait s'aggrava, et il put à peine prendre part aux travaux de la Chambre. Il mourut à Tours le 22 juin suivant. M. Cézanne avait publié un assez grand nombre de mémoires dans les *Annales des ponts et chaussées*, il fait partie en à part des notices sur les ponts métalliques, mais aussi une brochure sur le *Câble transatlantique* (1858, in-18), il fit de jolies gravures et fut chef dans la Société des chemins de fer russes. Parmi les travaux qu'il fit exécuter en Russie, on cite le tunnel de Kowno. En 1862, il revint en France et il fut nommé chef de l'exploitation du chemin de fer du Midi. Depuis peu de temps M. Cézanne était devenu directeur des chemins de fer ottomans, lorsqu'il apprit la déclaration de guerre à la Prusse (1870). Aussitôt il donna sa démission et revint à Paris, d'où il sortit en ballon, le 3 novembre, par ordre du général Trochu d'une mission auprès de la délégation de Tours. Lors des élections complémentaires du 2 juillet 1871, il fut élu par 14,213 voix député des Hautes-Alpes à l'Assemblée nationale. Dans sa profession de foi, il s'était prononcé en faveur de la République, qui représentait, dit-il, la conciliation, l'union, la paix et l'économie. Il alla siéger au centre gauche, vota la proposition Rivet, fut nommé rapporteur de la proposition Ravinel, se prononça contre le retour de l'Assemblée à Paris, contre le maintien des traités de commerce, pour la proposition Feray, et vota tantôt avec la droite, tantôt avec la gauche, cherchant, disait-il, à sauvegarder tour à tour l'ordre et la liberté. En général, M. Cézanne appuya les mesures de M. Thiers, pour lequel il vota le 24 mai 1873. Sous le gouvernement de combat, il flotta entre le groupe Casimir Périer et le centre droit, sacrifiant le plus souvent la liberté à ce qu'on appelait alors l'ordre moral, et ce qui n'était en réalité que la plus aveugle et la plus ardente des réactions; toutefois, il continua à se déclarer partisan de la République conservatrice. Quelques jours après la chute de M. Thiers, il écrivait : « La République, quoique blessée, n'est pas en danger. Les monarchistes n'ont pu s'entendre pour renverser la république, et ils sont, aujourd'hui comme hier, impuissants à fonder la monarchie. La République reste le gouvernement du peuple, le seul qui puisse s'établir et vivre sur tant de ruines. » Lorsque les intrigues des monarchistes prirent un caractère menaçant et qu'on annonça comme étant sur le point de s'accomplir la restauration de la

périeur, etc. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Arthur de Chabaud-Latour se porta candidat à la députation dans le Cher (20 février 1876); mais il ne fut point réélu.

* **CHABEUIL**, ville de France (Drôme), ch.-l. de cant., arrond. et à 12 kilom. S.-E. de Valence, au pied d'une colline, sur la rive gauche de la Véoure; pop. aggl., 1,324 hab. — pop. tot., 3,436 hab. Filatures de soie, chapelleries, papeteries, mégisseries, tuileries et briqueteries. D'après d'Anville, Chabeuil, ville assez mal bâtie, serait l'ancienne *Cazeballiaca*. Pendant le moyen âge, elle fut souvent assiégée, prise et reprise; elle était, avant 1789, le siége d'une cour royale de justice. Le conventionnel Génissier et MM. de Montalivet y sont nés.

* **CHABLIS**, ville de France (Yonne), ch.-l. de cant., arrond. et à 20 kilom. E. d'Auxerre, sur la rive gauche du Serain; pop. aggl. 2,270 hab. — pop. tot., 2,300 hab. Fabrication de biscuits; tanneries. « Le nom de Chablis, dit M. Ad. Joanne, paraît pour la première fois dans l'histoire au milieu du XIIe siècle. Les moines de l'abbaye de Saint-Martin de Tours, fuyant, en 854, les ravages des Normands, se réfugièrent à Chablis, apportant avec eux le corps de leur patron saint Martin, le grand apôtre des Gaules. Ils y fondèrent un monastère, qui fut rebâti à la fin du XIIe siècle, et dès cette époque, les bois qui couvraient la contrée furent défrichés et les terres plantées de vignes. »

CHABRIÉ (Paul), homme politique français, né à Campagnac (Aveyron) en 1823. Reçu licencié en droit, il exerça la profession d'avocat et devint, dès 1848, membre du conseil général de Tarn-et-Garonne, où il fut avec les républicains. Sous l'Empire, il continua à faire partie du conseil général, posa, comme membre de l'opposition libérale, sa candidature au Corps législatif en 1863, puis en 1869, et il échoua avec une belle minorité. Porté sur la liste des candidats républicains à l'Assemblée nationale le 8 février 1871, M. Chabrié obtint dans le Tarn-et-Garonne 16,324 voix, sans être élu. Cette même année, les électeurs du canton de Lauzerte le nommèrent leur conseiller général, et le gouvernement de M. Thiers le mit à la tête de la municipalité de Moissac. Après le 24 mai 1873, il fut révoqué par le ministère de combat. Aux élections du 20 février 1876, il posa sa candidature à la députation dans l'arrondissement de Moissac. Dans sa profession de foi, il affirma ses convictions républicaines et déclara que, si la constitution était revisée, son vote serait acquis à tout projet ayant pour but d'améliorer et d'affermir nos institutions. Elu député au scrutin de ballottage, contre M. Brassier, bonapartiste, par 7,477 voix, M. Chabrié alla siéger à gauche et il a voté constamment avec la majorité républicaine.

* **CHABRILLAN** (Céleste VÉNARD, dame LEGRAND DE MONTMOREL, comtesse DE), connue autrefois sous le surnom de **Mogador**. — Outre les ouvrages que nous avons cités, Mme de Chabrillan a fait paraître : *Un miracle à Vichy* (1849-de-Dieu, in-12); *Mémoires d'une honnête fille* (1865, in-12) et un assez grand nombre de pièces de théâtre, notamment : *En Australie*, vaudeville en un acte (1862, in-12); *Bonheur au vaincu*, comédie en un acte (1862, in-12); *Nédel*, opérette bouffe en un acte, musique de Boullard (1863, in-4°); *En garde!* opérette en un acte, musique de Ventenoux; *L'Amour de l'art*, vaudeville en un acte (1865, in-16); *Querelle d'Allemand*, proverbe en un acte (1864, in-18); les *Voleurs d'or*, drame en cinq actes (1864, in-4°); *Un homme compromis*, vaudeville en un acte (1865, in-18); *A la bretonne*, opérette en un acte, musique d'Orsy (1869, in-4°); les *Crimes de la mer*, drame en cinq actes (1869, in-4°); les *Revers de l'amour*, comédie en cinq actes (1870, in-12); *l'Amérécaine*, comédie en cinq actes (1870, in-12), etc.

CHABRILLAT (Henri-Louis), auteur dramatique et journaliste, né à Marseille en 1844. Il est fils d'un ancien libraire qui fut pendant quelques années directeur de théâtre. M. Henri Chabrillat fonda en 1866 le *Gamin de Paris*, puis collabora à de nouveaux journaux, au *Corsaire*, au *Soleil*, au *Charivari*, etc.

Pendant la guerre de 1870-1871, Chabrillat reçut deux blessures et fut décoré. De retour à Paris, il reprit son métier de théâtre et de journalisme, et prit part à l'administration des Folies-Dramatiques. Chabrillat a surtout travaillé pour le théâtre; nous citerons : en 1873, *Macarpon*, opéra-bouffe en trois actes, musique de Ch. Pourny, avec Philippe Dupin; *Dans le Bottin*, vaudeville avec Clairville; les *Cuisinières en grève*, vaudeville; en 1874, la *Belle Bourbonnaise*, opéra-comique, musique de Cœdès, avec Ernest Dubreuil; *Il pleut*, pièce en un acte; en 1876, les *Mirlitons*, vaudeville-revue en trois actes et sept tableaux; avec Duru; le *Piége à loups*, pièce en un acte, etc.

M. Chabrillat a fait représenter sur d'autres scènes : en 1869, les *Don Juan de la rue Saint-Denis*, avec Philippe Dupin (théâtre Lafayette); en 1870, aux Folies-Marigny, la *Clochette*, opérette en un acte, avec Dupin, musique de Pourny; l'*Alchimiste des Batignolles*, opérette en un acte, avec Dupin, musique de l'Éveillé; en 1873, aux Menus-Plaisirs, l'*Éléphant blanc*, opérette en quatre actes, avec Fréhaut, musique de Ch. Grisart; au théâtre Taitbout, en 1876, le *Roi d'Yvetot*, opérette-bouffe en trois actes et quatre tableaux, avec Emile Hemery, musique de Vasseur; en 1877, aux Bouffes-Parisiens, les *Trois Margot*, opérette en trois actes, avec Henri Bocage, musique de Grisart. Enfin, il écrit dans le journal de M. H. de Villemessant, sous le pseudonyme : **Figaro en voyage**.

* **CHABRIS**, bourg de France (Indre), cant. et à 16 kilom. de Saint-Christophe-en-Bazelle, arrond. et à 46 kilom. N.-E. d'Issoudun, sur la rive gauche du Cher; pop. aggl., 2,344 hab. — pop. tot., 3,116 hab. Curieuse église des XIe, XIIe, XIIIe et XVe siècles. Ce bourg a pris son nom de l'ancienne station romaine de *Carobrica* (pont sur le Cher).

CHABROL-TOURNOEL (Guillaume, vicomte DE), homme politique français, né à Paris en 1840. Il est petit-neveu du comte de Chabrol de Crousol, qui fut ministre des finances sous la Restauration. Possesseur d'une grande fortune, il a consacré ses loisirs aux voyages, aux lettres et à la politique. De retour d'un voyage qu'il fit en Amérique en 1866-1867, il publia des articles dans le *Correspondant*, puis il fonda, en 1868, l'*Indépendant du Centre*, journal monarchique dans lequel, au nom des idées libérales, il fit une vive opposition à l'Empire. En 1870, il devint un des rédacteurs du *Français*, feuille cléricale dirigée par M. Beslay. Après la déclaration de guerre et l'investissement de Paris, il servit dans la garde nationale. Elu, le 8 février 1871, député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée nationale par 45,063 voix, il alla siéger parmi les monarchistes du centre droit. M. de Chabrol vota pour la paix, l'abrogation des lois d'exil, la validation de l'élection des princes d'Orléans, les prières publiques, la pétition des évêques en faveur du rétablissement du pouvoir temporel, contre le retour de l'Assemblée à Paris, le maintien des traités de commerce, la dissolution de la Chambre, pour la loi contre la municipalité lyonnaise, et contribua à renverser M. Thiers le 24 mai 1873. Publiant qu'il était fait sous l'Empire le fervent apôtre des idées libérales, M. de Chabrol appuya toutes les mesures de compression proposées par le gouvernement de combat pour étouffer la liberté et la République, vota pour l'érection de l'église du Sacré-Cœur, contre la liberté des enterrements, et se prononça pour le septennat après l'échec des intrigues monarchiques pour imposer un roi à la France. Rapporteur de la loi sur l'organisation municipale, il prononça, en 1874, plusieurs discours sur la nomination des maires, sur la électorale municipale, en appuyant les prescriptions destinées à diminuer le plus possible le nombre des électeurs. En 1874, il vota les propositions Périer et Marcellin, pour le maintien de l'état de siége, en 1875, contre la constitution du 25 février, pour la loi sur l'enseignement supérieur, et appuya jusqu'au bout la détestable politique de M. Buffet. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, M. de Chabrol se porta candidat à la députation dans une circonscription du Puy-de-Dôme; mais il ne fut point élu, et il est rentré depuis lors dans la vie privée.

CHABRON (Marie-Etienne-Emmanuel DE), général et homme politique français, né à Rennes 1873, contre toute tentative de restauration monarchique et pour la fondation d'une République conservatrice.

« A l'Assemblée de 1871, M. de Chadois a voté pour la paix, pour les prières publiques, pour l'abrogation des lois d'exil, pour le pouvoir constituant, pour M. Thiers au 24 mai, pour la proposition Périer tendant à organiser les pouvoirs publics, pour la dissolution (1874), pour l'érection de l'église du Sacré-Cœur, pour l'amendement Wallon et les lois constitutionnelles. Le même député a voté contre le retour à Paris, contre l'état de siége (1873), contre la loi des maires (ministère de Broglie) et contre toutes les mesures réactionnaires demandées par les cabinets de Broglie et Buffet.

M. de Chadois fut porté sur la liste des gauches lors de l'élection des sénateurs inamovibles. Il a depuis constamment voté au centre gauche.

CHÆLODE s. m. (ké-lo-de). Genre de mammifères fossiles.

CHARON, fils d'Apollon et de Théro, fille de Phlyas. Il donna son nom à la ville de Chéronée.

CHETÈTE s. m. (ké-tè-te). Genre de polypiers.

CHETIUM s. m. (ké-ti-omm — du gr. *chaïtion*, petite crinière). Bot. Genre de plantes, de la famille des graminées, tribu des panicées, comprenant une seule espèce, qui croît au Brésil.

CHETUS, Egyptide, époux de la Danaïde Astérie.

* **CHAGNY**, ville de France (Saône-et-Loire), ch.-l. de cant., arrond. et à 17 kilom. N.-O. de Chalon-sur-Saône; pop. aggl., 3,817 hab. — pop. tot., 4,059 hab. « De nombreuses routes, dit M. Ad. Joanne, traversent cette ville, dont la prospérité s'accroît chaque jour; le canal du Centre lui apporte les produits du Creuzot, les bois, la

C'est ainsi qu'il vota le septennat, puis contre la proposition Périer, contre la dissolution, etc. Cependant il appuya l'amendement Wallon, qui constituait la République.

Après le vote des lois constitutionnelles, il se fit inscrire au groupe Lavergne et prononça, au mois d'août 1875, dans le conseil général de la Haute-Loire dont il était le président, un discours dans lequel il fa

houille, les minerais, les briques réfractaires, les plâtres de la vallée de la Dheune et du Charolais. C'est à Chagny qu'avaient, en 1365, établi leur quartier général les compagnies franches appelées les Ecorcheurs ou les Tard-Venus.

CHAGOT (Jules), industriel et homme politique, né à Paris en 1803. Après avoir dirigé la cristallerie de Montcenis (1828-1830), il prit, en 1835, la direction des établissements métallurgiques du Creuzot, qu'il abandonna l'année suivante pour s'occuper exclusivement de l'exploitation des houillères de Blanzy. M. Chagot donna une impulsion considérable aux travaux exécutés dans les houillères, où il employa bientôt plus de 3,000 ouvriers, s'occupa particulièrement du bien-être de la population attachée à son industrie et créa des écoles gratuites, des associations de secours et de prévoyance. Membre du conseil général de Saône-et-Loire en 1854, il fut élu, avec l'appui de l'administration, député au Corps législatif dans la 2e circonscription de ce département par 17,907 voix en 1863 et réélu en 1869 par 14,491. En 1868, il fut promu chevalier de la Légion d'honneur. Bien que faisant partie de la majorité qui vota constamment pour la politique impériale, M. Chagot signa, le 4 septembre 1870, la proposition de déchéance de l'Empire faite par M. Thiers. Depuis la révolution de septembre, il a vécu dans la retraite.

CHAHAIGNES, village de France (Sarthe), sur la rive droite du Loir, cant. et à 5 kilom. de La Chartre, arrond. et à 31 kilom. de Saint-Calais, à 45 kilom. du Mans; 1,480 hab. Papeterie, tuilerie, four à chaux. Eglise romane.

Cette localité a été le théâtre d'un combat entre les Français et les Prussiens le 9 janvier 1871. L'amiral Jauréguiberry, qui commandait en chef le 16e corps de la deuxième armée de la Loire, jugea avec raison que la position occupée par ses troupes était sérieusement menacée et donna l'ordre au général Barry, commandant la deuxième division de ce corps, de défendre Chahaignes le plus longtemps possible, car l'occupation de ce point était de la plus haute importance pour favoriser la retraite de nos troupes sur Le Mans.

Toutes les forces du général Barry, à Chahaignes, étaient disposées derrière la Venne, avec une grand'garde du 66e au moulin de Saint-Blaise; le 3e bataillon du 31e de marche, ayant à sa gauche un détachement du 38e, appuyait sa gauche au château de Benchart; le 2e bataillon du 31e occupait les hauteurs entre la ferme du Pressoir et Chahaignes; les chasseurs à pied et les mobiles de la Dordogne étaient établis à Chahaignes même. Le 8e mobiles formait la réserve.

Une section de la 19e batterie du 9e régiment, établie au-dessus du Pressoir avec 2 mitrailleuses, complétait cette défense, en prenant d'écharpe la route du Mans, tandis que la 2e section de la même batterie battait, des Héraudières, la route de L'Homme à Chahaignes.

Ces dispositions, quoique bien prises, étaient malheureusement incomplètes, comme le fait très-bien remarquer le général Chanzy (la *Deuxième armée de la Loire*), dont nous suivons le récit. Il eût fallu occuper la crête de la Corbinière, en face du château de Benchart, afin de garder les deux fiances du défilé que traverse la route qui mène de L'Homme au Mans par Saint-Pierre-du-Lorouer. On eût ainsi battu à revers le village même de L'Homme, en occupant les hauteurs d'où l'ennemi, le lendemain, pouvait contre-battre nos batteries et lancer ses obus jusque sur nos positions.

Le 9, au matin, des colonnes prussiennes débouchèrent de la Maladrerie, se dirigeant sur Saint-Pierre-du-Lorouer. Accueillies par un feu bien nourri de nos pièces de 4 et de nos mitrailleuses, elles ne tardèrent pas à rétrograder; mais bientôt une batterie ennemie s'établit à L'Homme et essaya de nous chasser du Pressoir. Mais notre artillerie, parfaitement dirigée, la contraignit à reculer jusqu'à la Gondonière, où 6 autres pièces vinrent la renforcer. Dès lors, malgré la distance, elle put régler son tir avec une grande justesse. En même temps, des hauteurs de la Corbinière, une troisième batterie prussienne tirait à toute volée, lançant ses projectiles jusqu'en arrière de nos lignes, dans un ravin où elle supposait qu'étaient massées nos réserves.

D'autre part, la fusillade crépitait sur tout le front des positions. Le 31e de marche, écrasé par des feux supérieurs, reculait lentement; mais sans cesser de combattre, ce qui permit à l'ennemi de franchir la Venne. La situation devenait périlleuse pour nos troupes, qui pouvaient être tournées par la forêt de Berfay. Pour parer à ce danger, le général Barry donna l'ordre au 8e mobiles d'en garder les passages, tandis que nos pièces des Héraudières arrêtaient une colonne ennemie qui cherchait à débarrasser le chemin de L'Homme à Chahaignes des obstacles que nous y avions places, dans l'intention de s'emparer de ce dernier village.

Il était dix heures, et l'amiral Jauréguiberry, comprenant tout ce que la position avait de critique, pressait l'arrivée des renforts. Mais déjà les Prussiens avançaient en force sur le plateau de Chahaignes, précédés de pièces de montagne qui, tirant à mitraille, jetèrent le désordre dans nos rangs. Devant des forces d'une supériorité considérable, nos troupes durent abandonner leurs positions et reculer, la droite sur Château-du-Loir par Flée, la gauche sur Aillas par la forêt de Berfay. La retraite s'opéra d'ailleurs en bon ordre et sans accident.

Dans le combat de Chahaignes, nos soldats déployèrent une grande vigueur, car ils luttaient contre une masse de 8,000 hommes d'infanterie que soutenait une excellente artillerie, et ils firent payer cher à l'ennemi le succès de son attaque. De notre côté, nous comptions 12 officiers et 350 hommes tués, blessés ou disparus.

CHAHO (J.-Augustin), écrivain français, né à Tardets (Basses-Pyrénées) en 1811, mort en 1858. Il fit à diverses reprises des voyages en Espagne, s'occupa beaucoup de la langue et de la littérature basques et employa ses loisirs à la composition d'un certain nombre d'ouvrages, parmi lesquels nous citerons: l'*Espagnolette de Saint-Leu*, *calcul rationnel des probabilités sur la fin tragique du prince de Condé* (1841, in-8°); *Philosophie des religions comparées* (1846-1848, in-8°); *Histoire primitive des Euskariens-Basques, langue, poésie, mœurs et caractère de ce peuple* (1847, in-8°); *Safer et les hourris espagnoles*, (1854, 2 vol. in-8°); *Voyage en Navarre pendant l'insurrection des Basques*, 1830-1835, dont la 2e édition a paru en 1865 (in-8°); *Dictionnaire français-basque-espagnol et latin* (1856, 3 livraisons in-4°), etc.

CHAHRIVER (*le prince des métaux*), quatrième Amschaspand, dans la théogonie des parses. Il préside aux mines et a pour ennemi Savel, un des Devs. Le sixième mois lui est consacré et porte son nom.

CHAIGNET (Anthelme-Edouard), professeur et écrivain français, né à Paris en 1819. Il fit ses études au Prytanée militaire de La Flèche, où il fut successivement répétiteur 1839) et professeur de seconde (1843). Par la suite, M. Chaignet se fit recevoir agrégé et il passa son doctorat ès lettres en 1863. Cette même année, il fut nommé professeur de littérature ancienne à la Faculté des lettres de Poitiers, où il est resté depuis lors. En 1868, il a été décoré de la Légion d'honneur. Lors des élections au Sénat (30 janvier 1876), il posa sa candidature dans la Vienne, se déclara dans sa profession de foi partisan de la République conservatrice et ne fut point élu. Ce remarquable érudit est l'auteur de plusieurs ouvrages très-estimés. Nous citerons de lui: les *Principes de la science du beau* (1860, in-8°); *De la psychologie de l'Iliade* (1862, in-8°), thèse pour le doctorat, qui fut couronnée par l'Académie française; *De iambico senario* (1863, in-8°), thèse; *Des formes diverses du chœur dans la tragédie grecque* (1865, in-8°); la *Vie de Socrate* (1869, in-12); la *Vie et les écrits de Platon* (1871, in-12), ouvrage auquel l'académie française a décerné un prix; *Pythagore et la philosophie pythagoricienne* (1873, 2 vol. in-8° et in-12); *Théorie de la déclinaison des noms en grec et en latin d'après les principes de la philologie comparée* (1874, in-8°); la *Philosophie de la science du langage, étudiée dans la formation des mots* (1875, in-12).

CHAILLAC, bourg de France (Indre), cant. et à 8 kilom. de Saint-Benoît-du-Sault, arrond. et à 28 kilom. du Blanc; pop. aggl., 408 hab. — pop. tot., 2,631 hab. Ruines du château de Brosses; dolmens et menhir sur son territoire.

* **CHAILLAND**, bourg de France (Mayenne), ch.-l. de cant., arrond. et à 22 kilom. N.-O. de Laval, sur la rive gauche de l'Ernée; pop. aggl., 572 hab. — pop. tot., 2,340 hab. Moulins à farine, à huile et à tan.

* **CHAILLE** s. f. — Pierres cassées en menus morceaux pour couvrir les routes. à Rognons de calcaire siliceux, coupant des assises inférieures de marnes dans le terrain jurassique.

* **CHAILLÉ-LES-MARAIS**, bourg de France (Vendée), ch.-l. de cant., arrond. et à 23 kilom. S.-O. de Fontenay-le-Comte, sur un renflement du sol, environné de marécages; pop. aggl., 775 hab. — pop. tot., 2,268 hab. Fabrique de toiles communes. « Au moyen âge, dit M. Ad. Joanne, c'était encore une île entourée des eaux de la mer, et tous les villages des environs sont construits sur d'anciennes îles qui formaient une espèce de chaînon se dirigeant de l'E. à l'O. »

* **CHAILLY-HONORÉ** (Nicolas-Charles), médecin. — Il est mort à Paris en 1866.

* **CHAÎNETTE** s. f. — Helminth. Syn. de CATÉNULE.

CHAIROU (Emile), médecin français, né à Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise) en 1832. Il étudia la médecine à Paris, où il se fit recevoir docteur. M. Chairou est attaché depuis quelques années à l'asile du Vésinet, en qualité de médecin inspecteur consultant. Il s'est fait connaître par quelques ouvrages estimés. Nous citerons de lui: *Relation d'une épidémie de rougeole et de suette miliaire observée à Rueil* (1863, in-8°); *Etude clinique sur les tumeurs fibreuses de la fosse iliaque* (1864, in-8°); *Relation d'une épidémie de variole et de varioloïde* (1866, in-8°); *Etude sur le service médical de l'asile impérial du Vésinet* (1869, in-8°); *Epidémie et contagion* (1870, in-8°); *Etudes cliniques sur l'hystérie, nature, lésions anatomiques, traitement* (1870, in-8°).

* **CHAISE** s. f. — Astron. Nom donné quelquefois à la constellation de Cassiopée.

* **CHAISE-DIEU** (LA), bourg de France (Haute-Loire), ch.-l. de cant., arrond. et à 38 kilom. E. de Brioude, sur un plateau; pop. aggl., 1,242 hab. — pop. tot., 1,736 hab.

CHAISE-LIT s. f. Chaise ou fauteuil, dont le dossier se dédouble sur deux supports, de manière à former un lit de repos. à Pl. des CHAISES-LITS.

CHAIX (Bernard-Cyprien), homme politique français, né à Gap le 11 novembre 1821. Il fit ses études de droit, puis il revint dans sa ville natale, où il exerça la profession d'avocat. Républicain convaincu, M. Chaix fut élu dans les Hautes-Alpes représentant du peuple à l'Assemblée législative. il alla siéger à gauche, vota constamment avec la minorité républicaine, fit une opposition des plus vives à toutes les mesures de réaction adoptées par la majorité, de concert avec Louis Bonaparte, et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. M. Chaix reprit l'exercice du barreau à Gap. Resté fidèle à ses convictions, il fut l'adversaire constant du régime impérial et se porta candidat de l'opposition à Gap contre M. Clément Duvernois lors des élections du Corps législatif en 1869. Il échoua contre ce dernier, en faveur de qui s'étaient mises en campagne toutes les influences gouvernementales. Après le 4 septembre 1870, M. Chaix fut nommé préfet des Hautes-Alpes par le gouvernement de la défense. Ses concitoyens le nommèrent député à l'Assemblée nationale le 8 février 1871, par 11,533 voix; mais, comme il n'avait pas donné sa démission de préfet dans le délai légal, son élection fut annulée. Sous le gouvernement de M. Thiers, M. Chaix fut maintenu à la préfecture des Hautes-Alpes. Il donna sa démission après le 24 mai 1873, lors de l'avènement du gouvernement de combat, et vécut dans la retraite jusqu'aux élections du 20 février 1876 pour la Chambre des députés. M. Chaix posa alors sa candidature dans l'arrondissement de Gap. « La République, dit-il dans sa profession de foi, est aujourd'hui le gouvernement légal du pays; la raison, la nécessité commandent de l'accepter sur le seul terrain de conciliation où puissent se rencontrer les hommes de bonne volonté et comme le seul moyen de fermer irrévocablement la porte aux révolutions. La clause de révision n'a pas été inventée pour servir de champ de bataille aux passions des partis. J'estime, quant à moi, qu'il ne faudra en user qu'avec une grande prudence, pour consolider l'édifice et non pour le démolir. » M. Chaix ne trouva pas de concurrent. Elu député par 10,902 voix, il est allé siéger dans les rangs de la majorité républicaine, avec laquelle il a constamment voté.

* **CHAIX D'EST-ANGE** (Gustave-Louis-Adolphe-Victor-Charles), jurisconsulte, magistrat et homme politique. — Il est mort de la rupture d'un anévrisme dans son hôtel de la rue Saint-Georges le 15 décembre 1876. Depuis 1867, il n'avait presque plus fait parler de lui; ses opposition constante au gouvernement avait fait de lui le chef de ses adversaires, qui demandaient au Sénat la liberté de l'enseignement supérieur, il avait conclu contre les pétitionnaires, mais sans verve et sans éclat. Son grand talent de parole faiblissait de plus en plus, et il ne prit point part aux dernières discussions sénatoriales sous l'Empire. A partir de la révolution du 4 septembre 1870, il vécut dans une retraite profonde. Chaix d'Est-Ange, lorsqu'il mourut, était à peu près complétement oublié.

CHAIZE-LE-VICOMTE (LA), bourg de France (Vendée), arrond. et à 10 kilom. E. de La Roche-sur-Yon; pop. aggl., 1,067 hab. — pop. tot., 2,445 hab. Commerce de porcs; exploitation de kaolin.

CHAKATEUCLI ou **CHAKAKOLIOUHQUI**, dieu du commerce, chez les Aztèques. Sa fête, qui avait lieu deux fois dans l'année, était ensanglantée par des sacrifices humains.

* **CHALABRE**, petite ville de France (Aude), ch.-l. de cant., arrond. et à 27 kilom. S.-O. de Limoux, sur le Lhers; pop. aggl., 1,816 hab. — pop. tot., 2,127 hab. Importantes manufactures de draps, filatures de laine, teinturerie; fabriques de bonneterie, de nouveautés, de chapeaux, de cuir, de jayet, de peignes; tanneries, moulins à farine et à foulon. Cette ville « était, au moyen âge, dit M. Ad. Joanne, la capitale du petit pays de Kercorbès. »

CHALAIN (Louis), membre de la Commune de Paris, né au Plessis-Dorin (Loir-et-Cher) en 1845. En 1870, il habitait depuis quelques années Paris, où il exerçait la profession d'ouvrier tourneur en cuivre. Il était affilié à l'Internationale et surveillé de près par la police de l'Empire. En 1870, il fut impliqué dans le fameux complot des bombes Lepet, qui se dénoua devant la haute cour de Blois. Comme il était doué d'une voix sonore, ce fut lui que ses coaccusés chargèrent de lire leur défense collective, rédigée par Theisz et Arrial; il fut condamné à deux mois de prison pour participation à une société secrète. Ce procès l'avait mis en évidence. Aux élections du 6 novembre 1870, il fut nommé adjoint à la mairie de Grenelle; il était en même temps chef de bataillon dans la garde nationale. Aux élections communales, il fut élu par 4,545 voix, sur 11,394 votants. Son rôle à la Commune fut absolument nul; il fut, le 25 avril, adjoint à la commission de sûreté générale et ne fit en aucune façon parvint à s'échapper de Paris et se retira en Autriche, où il entra en qualité d'ouvrier chez un fabricant d'argenterie de Vienne.

* **CHALAIS**, bourg de France (Charente), ch.-l. de cant., arrond. et à 29 kilom. S.-E. de Barbezieux, au confluent de la Tude et de la Viveyronne; pop. aggl., 744 hab. — pop. tot., 775 hab. Cette ville resta longtemps au pouvoir des Anglais. En 1452, Charles VII l'assiégea; un de ses capitaines la prit et passa au fil de l'épée tous ses habitants, qui avaient pris parti pour les Anglais.

* **CHALAMONT**, bourg de France (Ain), ch.-l. de cant., arrond. et à 25 kilom. E. de Trévoux; pop. aggl., 1,147 hab. — pop. tot., 1,810 hab.

* **CHALANDON** (Georges-Claude-Louis-Pie), prélat français. — Il est mort à Aix en février 1873. L'archevêque d'Aix était un prédicateur distingué. Outre sa *Vie de Mme de Menaïfes*, il a publié l'*Eloge funèbre de la comtesse de Salse-d'Apremont* (1850, in-8°), l'*Oraison funèbre de Mgr Devie* (1852, in-8°) et *Souvenirs et exemples* (1845, in-18), petit livre qui a été souvent réédité.

CHALASTODERMIE s. f. (ka-la-sto-dermi — du gr. *chalastos*, relâché; *derma*, peau). Pathol. Relâchement de la peau. à Syn. de DERMATOLYSIS.

CHALASOPÉRITE s. f. (ka-la-zo-périt-e — du gr. *chalaza*, grêle, et *to péritoine*). Pathol. Maladie dans laquelle le rein se remplit de granulations.

CHALBÉS, héraut d'armes de Busiris. Il tomba sous les coups d'Hercule.

CHALGIMON s. m. (kal-si-mon). Entom. Syn. de PHOLIDOTE.

CHALCIOPE, fille d'Eurypyle, roi de l'île de Cos. Aimée d'Hercule, elle en eut Thessalus. à Fille d'Eétes, roi de Colchide, et épouse de Phrixus, qui la rendit mère de quatre fils, Mélas, Argus, Phrontes et Cytisorus. à Fille de Rhexénor ou Chalcodon et seconde femme d'Egéon.

CHALCIS, une des filles d'Asopus et de Métope. Elle donna son nom à la ville de Chalcis, en Eubée.

CHALCODON, habitant de l'île de Cos, qui blessa Hercule dans un combat nocturne, lorsque ce héros vint attaquer l'île. Hercule, fils d'Abas, roi des Chalcidiens. Il fut tué par Amphitryon. à Un des Egyptides, époux de la Danaïde Eurydice. à Un des compagnons d'Hippodamie. à Père d'Eléphénor, un des amants d'Hélène. à Père de Chalciope, seconde femme d'Egée. Il porte aussi le nom de Rhéxénor.

CHALCOMÉDUSE, femme d'Arcésius, mère de Laërte et aïeule d'Ulysse.

CHALCON, écuyer d'Antiloque, qui lui avait été confié par Nestor. Séduit par les charmes de Penthésilée, reine des Amazones, il passa du côté des Troyens, tomba sous les coups d'Achille et fut mis en croix par les Grecs. à Père de Bathycles, qui périt au siége de Troie.

* **CHALÈPE** s. m. — Syn. de CALÈPE.

CHALINITIS (*qui met un frein*), surnom de Minerve, à Corinthe, tiré de ce que la déesse, avant de donner Pégase à Bellérophon, avait dompté le cheval divin et lui avait mis un frein.

* **CHALLAMEL** (Jean-Baptiste-Marie-Augustin), littérateur. — Outre les ouvrages que nous avons cités, on doit à ce remarquable et savant écrivain: le *Rosier*, opéra-comique en un acte, musique de H. Potier (1859, in-12); *Précis de l'histoire et de l'insurrection de l'Inde*, avec Revoil; *Histoire du Piémont et de la maison de Savoie* (1860, in-4°); *Histoire inédite des papes depuis saint Pierre jusqu'à nos jours* (1860, in-8°); l'*Ancien boulevard du Temple* (1873, in-16); *Histoire de la mode en France* (1874, in-8°), ouvrage curieux et plein d'érudition; les *Amateurs de la rue* (1875, in-12); le *Roi d'une île déserte* (1875, in-12). Le VIIIe et dernier volume de ses *Mémoires du peuple français* a paru en 1873. Cet ouvrage, le plus remarquable et le plus important de ceux qu'il a publiés, a été couronné par l'Académie française.

* **CHALLANS**, ville de France (Vendée), ch.-l. de cant., arrond. et à 44 kilom. N. des Sables-d'Olonne; pop. aggl., 1,775 hab. — pop. tot., 4,631 hab. Commerce de bestiaux; filature, poteries. Exploitation de tourbières aux environs; ocres de plusieurs couleurs. Menhir.

CHALLEMEL-LACOUR (Paul-Armand), écrivain et homme politique français, né à Caen, ch.-l. de la Manche, le 19 mai 1827. Après avoir fait d'excellentes études au lycée Saint-Louis, à Paris, il fut admis à l'Ecole normale supérieure (1846) et obtint, en 1849, le premier rang au concours d'agrégation de philosophie. Cette même année, M. Challemel-Lacour fut chargé de professer la philosophie à Pau, d'où il fut envoyé au lycée de Limoges en 1851. Lors du coup d'Etat de 1851, M. Challemel-Lacour prononça avec énergie contre les auteurs et les complices de l'assassinat d'Arnaud et prit un arrêté par lequel il interdisait jusqu'à nouvel ordre toute réunion publique. Le jour même, M. Gambetta arrivait à Lyon, et le lendemain il assistait en tête du cortége, avec M. Challemel-Lacour, au milieu d'une foule immense, aux funérailles du commandant Arnaud. A partir de ce moment, M. Challemel-Lacour administra Lyon sans qu'il se produisît de nouveaux troubles, mais non sans tiraillements avec le conseil municipal. Il donna sa démission de préfet le 5 février 1871, en même temps que M. Gambetta. Lorsque, le 5 novembre 1871, ce dernier fonda la *République française*, M. Challemel-Lacour devint un des principaux rédacteurs de ce journal, avec MM. Spuller, Ranc et Allain-Targé. Il y donna de nouvelles preuves de sa haute valeur comme publiciste; ses articles s'y reconnaissent aisément à l'élégante fermeté du style, au tour élevé et philosophique de sa polémique.

Lors de l'élection complémentaire qui eut lieu dans les Bouches-du-Rhône le 7 janvier 1872, pour nommer deux députés à l'Assemblée nationale, M. Challemel-Lacour fut porté candidat, avec M. Bouchet, par le Comité central républicain. Il accepta le mandat impératif qui lui était imposé et fut élu par 47,954 suffrages. Le nouveau député alla siéger à gauche, dans le groupe de l'Union républicaine, avec lequel il vota pour M. Gambetta, vota pour le retour de la Chambre à Paris, pour la dissolution, contre la loi sur la municipalité lyonnaise, pour la levée de l'état de siége, etc. Le 30 janvier 1873, à l'occasion de la discussion sur les marchés de Lyon, M. Challemel-Lacour prononça son premier discours, qui le classa du coup parmi les orateurs de premier ordre. Aussi violemment qu'injustement attaqué dans plusieurs rapports de la commission des marchés, il réduisit en poussière, une à une, les accusations passionnées portées contre lui. Dans un langage admirablement littéraire, avec une modération constante dans la forme, il cribla de traits acérés la droite frémissante, répondit aux interruptions par des réponses écrasantes et l'accusé se fit accusateur. Son magnifique discours se termina au milieu d'un tumulte indescriptible. M. de Carayon-Latour se leva pour déclarer que, se trouvant près de Lyon pendant la guerre, avec ses mobiles de la Gironde, un maire avait fait un rapport contre lui et ses officiers, et que ce rapport avait été envoyé au général Bressolles, avec cette note de M. Challemel-Lacour: « Faites-moi fusiller ces gens-là. » L'ancien préfet du Rhône protesta contre cette allégation. « De demande que cette pièce soit produite, dit-il. Cette note devrait avoir frappé si vivement l'attention, qu'elle ne peut pas avoir disparu. Elle était trop grave pour qu'on ait pu la détruire. Faites une enquête, produisez la pièce, on verra l'annotation et on jugera. » La pièce ne fut point produite, et le général Bressolles, à qui l'on envoya une dépêche, répondit d'Alger: « Il n'existe aucun rapport contre Carayon. » Le 24 mai 1873, M. Challemel-Lacour vota pour M. Thiers. Il fit une opposition constante au gouvernement de combat, interpella le ministère le 12 novembre 1873, au sujet de la non-convocation des électeurs dans les collèges électoraux vacants, vota contre le septennat et proposa, le 18 mars 1874, un discours au sujet de la circulaire du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi des maires. Pendant ce discours, qui accrut encore sa réputation d'orateur, un membre de la droite l'ayant interrompu pour lui demander de quelle République il voulait parler, le député des Bouches-du-Rhône, s'emparant de l'interruption, lui répondit par une suite de définitions de la république telle que l'entend aujourd'hui le parti libéral tout entier, en rendant chacune de ces définitions plus triomphante de force et de raison que la précédente. Ce crescendo de démonstration indignée produisit le plus grand effet. Après avoir contribué à la chute du cabinet de Broglie (16 mai 1874) et voté les propositions Perier et Malleville, M. Challemel-Lacour attaqua la loi sur l'enseignement supérieur et répliqua avec une dialectique serrée et vigoureuse aux arguments de M. Dupanloup, évêque d'Orléans (4 décembre 1874). Le 25 février 1875, il vota la constitution républicaine, bien qu'elle fût loin de répondre à ses désirs. Le 25 décembre de cette même année, il demanda la levée de l'état de siége et prononça un réquisitoire écrasant contre l'administration de M. Buffet.

Après la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Challemel-Lacour fut porté par les républicains candidat au Sénat dans les Bouches-du-Rhône. Il rédigea alors le manifeste adressé aux électeurs sénatoriaux de ce département par des députés, des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement républicains. « Si vous voulez maintenir le gouvernement établi, c'est-à-dire faire l'économie d'une révolution, leur dit-il; si en même temps vous désirez mettre progressivement nos institutions en harmonie avec l'esprit démocratique qui pénètre les campagnes aussi bien que les grandes villes, donnez à vos délégués le mandat de porter leurs suffrages sur la Défense, en demandant une répression exemplaire. De concert avec M. Le Royer, il fit arrêter les coupables qu'on put saisir, puis il adressa, le 21, à la population, une proclamation dans laquelle il flétrissait énergiquement les auteurs de l'assassinat d'Arnaud et prit un arrêté par lequel il interdisait jusqu'à nouvel ordre toute réunion publique. Le jour même, M. Gambetta arrivait à Lyon, et le lendemain il assistait en tête du cortége, avec M. Challemel-Lacour, au milieu d'une foule immense, aux funérailles du commandant Arnaud. A partir de ce moment, M. Challemel-Lacour administra Lyon sans qu'il se produisît de nouveaux troubles, mais non sans tiraillements avec le conseil municipal. Il donna sa démission de préfet le 5 février 1871, en même temps que M. Gambetta. Lorsque, le 5 novembre 1871, ce dernier fonda la *République française*, M. Challemel-Lacour devint un des principaux rédacteurs de ce journal, avec MM. Spuller, Ranc et Allain-Targé. Il y donna de nouvelles preuves de sa haute valeur comme publiciste; ses articles s'y reconnaissent aisément à l'élégante fermeté du style, au tour élevé et philosophique de sa polémique.

Lors de l'élection complémentaire qui eut lieu dans les Bouches-du-Rhône le 7 janvier 1872, pour nommer deux députés à l'Assemblée nationale, M. Challemel-Lacour fut porté candidat, avec M. Bouchet, par le Comité central républicain. Il accepta le mandat impératif qui lui était imposé et fut élu par 47,954 suffrages. Le nouveau député alla siéger à gauche, dans le groupe de l'Union républicaine, avec lequel il vota pour M. Gambetta, vota pour le retour de la Chambre à Paris, pour la dissolution, contre la loi sur la municipalité lyonnaise, pour la levée de l'état de siége, etc. Le 30 janvier 1873, à l'occasion de la discussion sur les marchés de Lyon, M. Challemel-Lacour prononça son premier discours, qui le classa du coup parmi les orateurs de premier ordre. Aussi violemment qu'injustement attaqué dans plusieurs rapports de la commission des marchés, il réduisit en poussière, une à une, les accusations passionnées portées contre lui. Dans un langage admirablement littéraire, avec une modération constante dans la forme, il cribla de traits acérés la droite frémissante, répondit aux interruptions par des réponses écrasantes et l'accusé se fit accusateur. Son magnifique discours se termina au milieu d'un tumulte indescriptible. M. de Carayon-Latour se leva pour déclarer que, se trouvant près de Lyon pendant la guerre, avec ses mobiles de la Gironde, un maire avait fait un rapport contre lui et ses officiers, et que ce rapport avait été envoyé au général Bressolles, avec cette note de M. Challemel-Lacour: « Faites-moi fusiller ces gens-là. » L'ancien préfet du Rhône protesta contre cette allégation. « De demande que cette pièce soit produite, dit-il. Cette note devrait avoir frappé si vivement l'attention, qu'elle ne peut pas avoir disparu. Elle était trop grave pour qu'on ait pu la détruire. Faites une enquête, produisez la pièce, on verra l'annotation et on jugera. » La pièce ne fut point produite, et le général Bressolles, à qui l'on envoya une dépêche, répondit d'Alger: « Il n'existe aucun rapport contre Carayon. » Le 24 mai 1873, M. Challemel-Lacour vota pour M. Thiers. Il fit une opposition constante au gouvernement de combat, interpella le ministère le 12 novembre 1873, au sujet de la non-convocation des électeurs dans les collèges électoraux vacants, vota contre le septennat et proposa, le 18 mars 1874, un discours au sujet de la circulaire du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi des maires. Pendant ce discours, qui accrut encore sa réputation d'orateur, un membre de la droite l'ayant interrompu pour lui demander de quelle République il voulait parler, le député des Bouches-du-Rhône, s'emparant de l'interruption, lui répondit par une suite de définitions de la république telle que l'entend aujourd'hui le parti libéral tout entier, en rendant chacune de ces définitions plus triomphante de force et de raison que la précédente. Ce crescendo de démonstration indignée produisit le plus grand effet. Après avoir contribué à la chute du cabinet de Broglie (16 mai 1874) et voté les propositions Perier et Malleville, M. Challemel-Lacour attaqua la loi sur l'enseignement supérieur et répliqua avec une dialectique serrée et vigoureuse aux arguments de M. Dupanloup, évêque d'Orléans (4 décembre 1874). Le 25 février 1875, il vota la constitution républicaine, bien qu'elle fût loin de répondre à ses désirs. Le 25 décembre de cette même année, il demanda la levée de l'état de siége et prononça un réquisitoire écrasant contre l'administration de M. Buffet.

Après la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Challemel-Lacour fut porté par les républicains candidat au Sénat dans les Bouches-du-Rhône. Il rédigea alors le manifeste adressé aux électeurs sénatoriaux de ce département par des députés, des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement républicains. « Si vous voulez maintenir le gouvernement établi, c'est-à-dire faire l'économie d'une révolution, leur dit-il; si en même temps vous désirez mettre progressivement nos institutions en harmonie avec l'esprit démocratique qui pénètre les campagnes aussi bien que les grandes villes, donnez à vos délégués le mandat de porter leurs suffrages sur

dès hommes inébranlablement résolus à opposer une résistance énergique aux entreprises factieuses dirigées contre la République, mais aussi fermement décidés à poursuivre sans relâche et sans faiblesse la revendication des droits de la démocratie et à porter d'une main vaillante le drapeau de vos principes. » M. Challemel-Lacour fut élu sénateur le 30 janvier 1876, par 94 voix. Au Sénat, il est allé siéger à l'extrême gauche, avec laquelle il a voté. Le 18 juillet 1876, il prit part à la discussion de la loi sur la collation des grades. Dans un discours de tout point admirable, il démontra que la collation des grades, demandée par les cléricaux, n'était nullement le corollaire obligé de la liberté d'enseignement, que la liberté n'a pas besoin de privilége pour rester la liberté; puis, défendant avec une rare éloquence les droits de l'Etat, il exposa que notre système d'enseignement répond à la nécessité de maintenir l'harmonie entre l'éducation de la jeunesse et l'esprit général de nos lois, de nos institutions, de la société issue de la Révolution. L'orateur démontre ensuite, avec une irréfutable vigueur d'argumentation, que le but de l'Eglise était la domination absolue et qu'elle est l'ennemie innée de nos institutions politiques, ainsi que le prouve surabondamment le langage des papes, notamment de Pie IX, et les doctrines enseignées et pratiquées par le clergé. Par la clarté du raisonnement, par la beauté du langage, par la force des déductions, par l'autorité, M. Challemel-Lacour est incontestablement aujourd'hui un des maîtres de la parole politique.

CHALLIÉ (Jean-François-Edouard HUGUTEAU DE), marin français, né en 1812. Admis à l'Ecole navale en 1827, il devint aspirant en 1828, enseigne en 1833, lieutenant de vaisseau en 1840, capitaine de frégate en 1851, et fut promu capitaine de vaisseau le 7 novembre 1858. Peu après, M. Huguteau de Challié reçut un commandement naval destiné à tirer des Indes en mai 1863. Il remplaça M. Jauréès comme commandant par intérim de la station navale de Chine. Le 24 mai 1869, il fit prendre contre-amiral. Rappelé en France, il s'y trouvait au moment de la déclaration de guerre à la Prusse. Nommé, lors de l'envahissement de l'arrondissement de l'aris, commandant du 9e secteur, il prit part à la défense et fut chargé, le 21 février 1871, de prendre par intérim le portefeuille de la marine et des colonies. En 1872, M. Huguteau de Challié prit le commandement de la seconde division de l'escadre cuirassée dans la Méditerranée. Depuis lors, il a été placé dans la 2e section de l'état-major. Le contre-amiral Challié est grand officier de la Légion d'honneur.

* **CHALON-SUR-SAÔNE**, ville de France (Saône-et-Loire), ch.-l. d'arrond., à 58 kilom. de Mâcon, sur la rive droite de la Saône, à l'embouchure du canal du Centre; pop. aggl., 18,951 hab. — pop. tot., 20,427 hab. L'arrond. comprend 10 cant., 155 comm., 144,363 hab.

* **CHALONNES-SUR-LOIRE**, ville de France (Maine-et-Loire), ch.-l. de cant., arrond. et à 25 kilom. S.-O. d'Angers, au confluent du Layon et de la Loire; pop. aggl., 2,554 hab. — pop. tot., 5,836 hab.

* **CHÂLONS-SUR-MARNE**, ville de France (Marne), ch.-l. du département, à 173 kilom. de Paris, sur les rives droites de la Marne et de la Marne; pop. aggl., 15,186 hab. — pop. tot., 16,413 hab. « En 1876, dit M. Ad. Joanne, on a éloigné la Marne de la ville en lui creusant un nouveau lit à 20 mètres de l'enceinte, et son ancien lit forme maintenant un canal. Vingt-deux ponts facilitent les communications; le pont voisin du chemin de fer est d'une construction remarquable; l'arche du milieu a 26 mètres d'ouverture.

« Entourée de belles plantations, parmi lesquelles la promenade du Jard tient le premier rang, Châlons s'annonce au loin par les flèches élancées de ses principales églises et présente tout l'aspect d'une grande ville. On y entre par un beau pont en pierre aboutissant à une place demi-circulaire du milieu de laquelle part, en ligne droite, la belle rue de la Marne, qui, par son extrémité opposée, débouche sur la place de l'Hôtel-de-Ville; mais les autres quartiers, coupés de rues étroites et irrégulières, ne répondent pas à cette première impression. La plupart des maisons sont construites en plâtre mêlé de pierres légères et soutenues par un bâti en poutres qui donnent des dessins bizarres sur la façade, dont le premier étage surplombe souvent sur la rue. Ce genre de construction est très-répandu dans toute la Champagne. »

Dans la funeste guerre de 1870-1871, on a beaucoup parlé du camp de Châlons. Ce fameux camp n'avait jamais servi qu'à former une sorte de champ de parade à celui qui régnait alors sur la France. Tous les ans, il allait y étaler sa prétendue aptitude stratégique, qui devait faire une si brillante figure à la campagne de Sedan. Au mois d'avril 1870, le camp de Châlons était occupé par les mobiles de la Seine, dont la turbulence causa quelques inquiétudes au maréchal Canrobert. Le courage de ces jeunes soldats n'était mis en doute par personne, excepté par les Allemands, qui les appelaient dédaigneusement des *collégiens*. Or, ces collégiens, ou plutôt ces jeunes Parisiens, l'occasion venue, devraient les plus intrépides soldats de l'armée. M. J. Claretie raconte à ce sujet une anecdote caractéristique, que nous croyons devoir rapporter, quoiqu'elle remonte un peu loin.

« Les concurrits des quartiers populaires firent, en 1811, une telle émeute près des Arts et métiers, dans le carré Saint-Martin, qu'il fallut les faire charger par la troupe. Ils se défendirent en vrais lions et l'on dut, pour les réduire, en tuer plus d'une quarantaine.

« Eh! dit Napoléon, le soir, au préfet » M. Frochot, voilà des gaillards qui ont » l'esprit militaire; cela fera de bons sol- » dats. »

» Ils le prouvèrent bientôt.

» L'année suivante, au mois de juillet, la grande partie étant engagée contre les Russes, du côté de Witesbsk, Napoléon aperçut un j